

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MICHEL CÉPÈDE

Chronique des statistiques agricoles

Journal de la société statistique de Paris, tome 94 (1953), p. 195-200

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1953__94__195_0

© Société de statistique de Paris, 1953, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

V

CHRONIQUE DES STATISTIQUES AGRICOLES

L'année 1951-1952, malgré une récolte abondante de blé, n'a pas été une année favorable à l'agriculture française. Les conditions météorologiques n'ont été favorables qu'aux céréales d'hiver, c'est dire que le blé seul en a globalement profité. Le temps peu pluvieux et frais d'octobre 1951 puis, après un mois de novembre extrêmement pluvieux et très doux, un mois de décembre peu plu-

vieux et doux ont permis des ensemencements d'automne précoces; la sécheresse qui s'installe progressivement d'avril à juillet favorise encore les céréales dont la moisson est avancée et se fait dans de bonnes conditions; mais les plantes fourragères et les racines et tubercules souffrent beaucoup. Les pluies d'août et surtout de septembre n'ont pas l'effet qui aurait pu en être espéré, les dernières en particulier sont accompagnées d'un temps trop froid pour permettre une reprise de végétation.

Voici d'ailleurs les chiffres de 1951 et 1952 comparés à la moyenne 1930-1939 :

	MOYENNES 1930-1939	1951	1952
	(en milliers de quintaux)		
Blé	80.496	71.159	84.211
Métail	971	351	387
Seigle	7.879	4.896	4.815
Orge	11.041	16.844	17.291
Avoine	47.493	36.386	33.548
Maïs	5.349	6.905	4.849
Sarrasin	3.109	898	1.075
Mélanges de céréales	—	1.489	1.468
Pommes de terre (primeurs et nouvelles de plein champ)	10.397	5.928	6.026
Pommes de terre (autres de plein champ)	146.175	114.811	104.695
Betteraves industrielles	91.171	118.303	95.041
Betteraves fourragères	326.697	353.153	281.038
Total des oléagineux	160	1.976	2.456
Total des légumes secs	2.508	2.037	1.609
Prairies artificielles	112.441	160.859	130.654
Prairies temporaires	17.365	38.346	30.656
Fourrages annuels	24.560	38.365	30.358
Prés naturels de fauche	179.461	205.429	161.596
Vins (milliers d'hl.)	53.385	92.858	53.385

En analysant ces productions en surfaces et rendements, on constatera que les tendances observées au cours des années précédentes se sont poursuivies en 1952 en ce qui concerne les surfaces. Pour les céréales, l'orge et le maïs continuent leur expansion, le blé reste stationnaire, les autres céréales diminuent. Les pommes de terre continuent leur régression tandis que les betteraves industrielles s'étendent encore. Les rendements sont relativement élevés pour le blé et les oléagineux, moyens pour le seigle, l'orge, l'avoine, médiocre pour le maïs et les plantes sarclées.

La consommation des engrais est restée presque stationnaire par rapport à la campagne précédente et, quoique supérieure à celle d'avant guerre, très inférieure à celle prévue aux plans agricoles. Les raisons sont pratiquement les mêmes que l'an dernier : en particulier les trésoreries des exploitants restent très faibles et les engrais représentent essentiellement des dépenses prélevées sur ces disponibilités de trésorerie, l'usage du crédit à court terme n'étant pas assez généralisé malgré les conditions particulières d'assouplissement du crédit pour les achats de ce genre.

Les chiffres sont les suivants :

	MOYENNES 1930-1939		1951		1952	
	milliers d'hectares	quintaux par hectare	milliers d'hectares	quintaux par hectare	milliers d'hectares	quintaux par hectare
	Blé	5.228	15,4	4.250	16,7	4.297
Seigle	680	11,6	461	10,6	430	11,2
Orge	750	14,7	1.010	16,3	1.075	16,1
Avoine	3.334	14,3	2.272	16,2	2.275	14,7
Mais	340	15,8	349	19,8	349	18,9
Pommes de terre (primeurs ou nouvelles de plein champ)	119	87,2	56	105,7	54	110,4
Pommes de terre (autres de plein champ)	1.294	113	918	125,7	884	118,5
Betteraves industrielles	318	287	407	290,9	424	224,4
Betteraves fourragères	893	366	849	415,8	808	348
Total oléagineux	14	11,2	169	11,7	169	14,7
Total légumes secs	254	9,9	232	8,8	228	7
Prairies artificielles	2.931	38,4	3.277	49,1	3.300	39,6
Prairies temporaires	549	31,6	1.053	36,9	1.047	29,4
Fourrages annuels	722	34	814	47,1	816	37,2
Prés naturels fauchés	5.564	32,2	5.241	39,2	5.254	30,8

En Camargue, sur environ 20.000 hectares, 80 à 90.000 tonnes de paddy ont été récoltées, ce qui représente une nouvelle avance tant en surface qu'en production.

En ce qui concerne le cheptel, la population chevaline a perdu près de 50.000 têtes en un an, ce qui paraît significatif après une stagnation à un effectif inférieur de 300.000 têtes environ seulement par rapport à l'avant-guerre. Les espèces bovine et porcine en nette progression les années précédentes ont perdu respectivement 43.000 à 68.000 têtes en un an tandis que l'espèce ovine, toujours très en dessous de l'effectif de 1938, progresse à nouveau d'un peu plus de 75.000 têtes. La pénurie de fourrages, en particulier de racines et tubercules, et l'épizootie de fièvre aphteuse qui a entraîné un important abattage, ont contribué certainement à une telle situation.

Effectifs des animaux de ferme au 1^{er} octobre 1952 (milliers de têtes)

	1938	OCTOBRE 1951	OCTOBRE 1952	DIFFÉRENCES entre 1952 et 1938
	Espèce chevaline	2.692	2.380	2.333
Espèce bovine	15.621	16.236	16.193	+ 572
Espèce ovine	9.872	7.565	7.662	— 2.210
Espèce porcine	7.127	7.222	7.154	+ 95

Les mesures prises dans le domaine du commerce international ont augmenté la part de nos importations agricoles dans un ensemble légèrement inférieur d'importations de l'étranger et légèrement supérieur venant de la France d'outre-mer, tandis que nos exportations agricoles pratiquement stationnaires vers les territoires d'outre-mer tombaient d'environ 40 % vis-à-vis de l'étranger.

Importations (Milliards de francs)

ANNÉES	ÉTRANGER			OUTRE-MER			ÉTRANGER × 100 OUTRE-MER	
	agricoles (1)	Totales (2)	% (1/2) (3)	agricoles (4)	Totales (5)	% (4/5) (6)	agricoles (7)	Totales (8)
	1949	116,6	685,4	17	202,1	240,6	84,1	57,6
1950	126,7	792,7	15,9	237,2	280,2	84,7	53,4	282
1951	199	1.217,2	15,6	251,9	338,8	74,5	79,2	375
1952	190,1	1.114,9	16,5	278,9	357,4	78,1	63,2	322

Exportations (Milliards de francs)

ANNÉES	ÉTRANGER			OUTRE-MER			ÉTRANGER × 100 OUTRE-MER	
	agricoles	Totales	% (1/2)	agricoles	Totales	% (4/5)	agricoles	Totales
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
1949	65,3	457,2	14,3	50,9	326,7	15,6	128	130
1950	113,7	685,7	16,6	65,3	386,7	16,9	174	177
1951	140	932,9	15	84,4	644,8	15,5	150	171
1952	92,9	806,1	11,5	89,3	595,5	15	104	135

Le commerce spécial avec l'étranger se répartit ainsi entre les principaux produits :

	UNITÉS	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
		1950	1951	1952	1950	1951	1952
		Chevaux traits et selle . . .	Têtes	295	348	171	6.753
Chevaux de boucherie . . .	—	4.283	26.778	24.518	4.974	5.570	3.685
Bovins	Qx.	10.600	135.487	61.415	201.331	135.552	5.519
Porcins	—	36	119.692	42	92.712	8.031	250
Viande de bœuf	—	1.790	168.243	136.893	106.885	81.339	22.162
Viande de porc	—	1.019	240.838	46.268	104.033	20.749	1.005
Salaisons et conserves de viande	—	1.736	4.088	4.173	240.817	332.897	112.087
Lait concentré	—	60.306	53.610	39.240	8.288	858	527
Beurre	—	185.970	136.037	149.593	220	796	782
Fromages	—	233.071	90.331	165.447	50.935	45.465	36.460
Oeufs	—	25.049	40.504	66.900	136.478	94.518	35.723
Légumes frais	—	869.256	461.326	520.197	725.349	830.797	695.400
Pommes de terre	—	2.808.240	1.105.039	1.274.264	155.872	525.767	419.385
Légumes secs	—	126.979	327.248	78.173	101.049	55.692	19.269
Raisins frais	—	4.931	14.329	34.944	319.924	267.084	291.642
Fruits à pépins	—	367.444	605.225	313.279	87.952	345.233	239.627
Fruits à noyaux	—	25.506	53.048	82.399	70.956	56.530	15.070
Baies comestibles	—	15.748	26.105	9.393	44.013	44.915	42.607
Blé	—	216.635	1.748.159	6.627.791	5.512.153	5.001.546	1.108.029
Céréales secondaires	—	7.021.243	5.893.472	4.426.836	1.723.137	198.814	238.013
Riz	—	639.095	424.318	229.821	136	674	510
Farines de céréales	—	5.129	371	55.219	150.824	661.133	374.114
Sons	—	15.380	127.880	42.013	486.999	622.769	350.696
Pailles et fourrages	—	39.400	3.577	3.602	535.564	3.152.899	1.331.027
Sucre	qx. bruts	1.917.020	711.970	1.694.483	562.523	652.608	246.687
Vins et apéritifs	Hl.	170.899	84.072	71.770	709.759	786.228	814.956
Eaux-de-vie	Hl. alcool pur	902	1.786	1.861	97.441	125.011	93.630

Le véritable effondrement de nos exportations de blé pratiquement réduites à la satisfaction de nos engagements dans le cadre de l'accord international du blé a été aggravé par des importations rendues nécessaires par la faible récolte de 1951. Le résultat est, qu'exportateurs nets de 530.000 tonnes environ en 1950, 335.000 tonnes environ en 1951, nous avons été importateurs nets de 552.000 tonnes environ en 1952.

De même, d'exportateurs nets en 1951 de viande de bœuf (1.320 tonnes) nous sommes redevenus importateurs nets en 1952 (11.473 tonnes).

Le recensement de l'agriculture n'a pu être encore décidé. Les crédits de l'enquête annuelle ont eux-mêmes été diminués, entraînant une réduction des contrôles de 20 % environ. Il a cependant été possible de mettre en place dans les communes des registres décennaux qui, nous l'espérons, faciliteront beaucoup le travail des commissions communales, des contrôleurs et en général de tous ceux qui seront amenés à étudier les situations communales. Grâce à ces registres, en effet, tout résultat se trouvera consigné sur un document

unique, même s'il provient d'un contrôle ou d'une enquête particulière.

En ce qui concerne ces enquêtes particulières, l'enquête « investissements » est en cours de dépouillement. Les premiers enseignements à en tirer ont été exposés par M. Gontan, administrateur civil, dans la *Revue du Ministère de l'Agriculture* (décembre 1952). La nécessité de posséder une liste plus à jour des exploitations agricoles pour pouvoir préparer des sondages aussi corrects que possible nous ont amenés à faire procéder dans 7 à 8 % des communes à une enquête sur les variations du nombre d'exploitations agricoles entre 1946 et 1952. Cette enquête est, elle aussi, en cours de dépouillement.

Effectuée assez rapidement, mais d'une exploitation d'autant plus délicate et lente, l'enquête « investissement » permet néanmoins d'affirmer que, dans la mesure où les renseignements obtenus par un tel procédé sont exploitables, son coût est réduit puisqu'il s'est élevé à 2,5 millions, soit environ 30.000 francs par département. Cependant, contrairement à ce que l'on exige de l'enquête agricole où les chiffres départementaux et parfois communaux (surfaces) sont significatifs, il n'est pas sûr que par la méthode employée il soit possible de diviser la France en quelques grandes régions et qu'il convienne d'accorder une valeur à d'autres données que nationales. La comparaison des coûts des enquêtes ne pourra donc être valablement faite que lorsque la critique des résultats pourra nous permettre de savoir ce qui a été obtenu avec une dépense dont la modicité relative ne doit pas faire illusion.

L'enquête sondage sur les salaires en agriculture a été complétée par un recensement des salaires de la main-d'œuvre dans les coopératives agricoles utilisant plus de 10 salariés. Enfin, une enquête sur l'utilisation des amendements calcaires a été organisée pour déterminer les livraisons à usage agricole effectuées dans la période 1^{er} avril 1952-31 mars 1953. L'enquête précédente sur le même sujet, pour la période 1950-1951, avait donné des ordres de grandeur, mais malgré le concours des Chambres syndicales professionnelles, ne paraît pas avoir serré la réalité d'assez près. Il semble que dans le climat nouveau créé grâce à la loi du 7 juin 1951 et par quelques retouches apportées au questionnaire, il sera possible d'obtenir en 1953 des résultats meilleurs.

En ce qui concerne la publication des résultats statistiques, l'annuaire 1950 paraîtra en avril 1953 sans grandes modifications dans la présentation, si ce n'est l'établissement d'un nouveau tableau donnant les valeurs départementales de la production agricole par grande catégorie de produits. La statistique 1951 dont les résultats globaux ont été publiés en juin 1952 dans la *Revue du Ministère de l'Agriculture* devrait pouvoir paraître en fin 1953. Malgré les problèmes — en particulier budgétaires — que pose une publication de deux volumes la même année, nous espérons pouvoir publier au début 1954 la statistique agricole annuelle 1952 dont les résultats seront connus en mai prochain; nous aurions ainsi gagné un an sur le retard accumulé et nous étudions actuellement avec l'Imprimerie Nationale des procédés qui permettraient de publier à partir de fin 1954 la statistique définitive de l'année précédente.

Si, comme il faut l'espérer, la mise en place des sections de la Commission de coordination des statistiques permet d'assurer une meilleure connaissance des problèmes que posent aux usagers comme aux statisticiens la réalisation des statistiques agricoles, il en résultera facilement une amélioration de l'ins-

trument statistique indispensable à l'action tant professionnelle que politique. La rentabilité des dépenses de ce genre ne saurait échapper alors et si le statisticien agricole peut justement s'inquiéter de l'insuffisance des moyens dont il dispose, ses prétentions paraîtront certainement modestes aux groupements professionnels habitués, à l'inverse de tant de spécialistes des finances publiques, à juger d'une dépense moins par son volume absolu que par le rendement que l'entreprise est en droit d'en attendre. L'accueil reçu de la plupart de ces milieux lorsque des enquêtes particulières, singulièrement en matière de productivité, leur ont été proposées justifie un certain optimisme. Optimisme sans lequel, il faut bien l'avouer, la statistique agricole n'aurait pu survivre à l'asphyxie dont elle souffre depuis un demi-siècle environ.

Les travaux du groupe de travail de la Conférence pour l'Organisation des marchés agricoles européens, c'est-à-dire ce qu'il est convenu d'appeler le Pool Vert, ont permis de comparer les statistiques agricoles des seize pays participant à cette conférence.

Malgré l'existence des renseignements précieux collectés par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, en particulier par son bureau de Genève qui assure la liaison avec la Commission Économique pour l'Europe, et par l'Organisation Européenne de Coopération Économique, des lacunes sont apparues, que le groupe de travail s'est efforcé de combler.

Plus significative encore a été la confrontation de données officielles dont l'analyse a montré que les différences de terminologie, de méthodes statistiques etc... pouvaient entraîner des erreurs graves d'interprétation. La simple répartition du territoire entre ses principales utilisations est l'occasion de différences qui s'estompent dangereusement lorsque, après avoir calculé des indices complexes, on croit pouvoir tirer des conclusions en comparant ces indices. Que dire lorsqu'est abordée la question des rendements et surtout celle des coûts, des salaires et des prix..., sans parler de celles de la fiscalité et des charges sociales.

Des résultats intéressants sont cependant apparus et, en particulier, les différences existant à l'intérieur de chaque pays, surtout dans les plus grands — cette expression étant entendue à l'échelle européenne — sont beaucoup plus larges et plus significatives que celles qui sont constatées entre les moyennes globales de pays à pays. Sans doute ne faudrait-il pas en conclure qu'il ne se passerait rien de grave en supprimant les barrières entre nations puisque des agricultures aussi variées peuvent coexister à l'intérieur de chacune d'elles; ce serait oublier qu'en la matière le climat économique, résultat d'une structure nationale, est un élément aussi important de la situation de chaque agriculture que les différences d'ordre géographique dans le climat naturel et technique.

Il en résulte cependant que, de même que l'action nationale suppose pour être efficace un appareil statistique national, l'action envisagée à un plan plus élevé — ici européen — suppose pour être éclairée un appareil statistique au même niveau. Les confrontations entre statistiques ne sont plus, de nos jours, simplement l'affaire des chercheurs en quête de meilleure connaissance, elles deviennent de plus en plus une préoccupation indispensable de ceux que tentent les intégrations supranationales.

Michel CÉPÈDE.